50-1723 (8/93)

Effacer

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

N° DU DOSSIER _____

New Nouveau Brunswick

Loi sur les relations industrielles
(L.R.N.-B., chap. I-4)

DEMANDE DE DÉCLARATION RELATIVE AU STATUT DU SYNDICAT OU CONSEIL SYNDICAL SUCCESSEUR PRÉSENTÉE À LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Entre:

le requérant,

-et-

le défendeur.

Le requérant, conformément à l'article 58 de la loi, demande à la Commission du travail et de l'emploi de déclarer que

_____

(nom du syndicat ou conseil syndical prétendant être le successeur)

*a *n'a pas acquis les droits, privilèges et obligations de son prédécesseur

_____

(nom du syndicat ou conseil syndical précédent)

par suite d'une fusion, d'une amalgamation ou d'un transfert de compétence.

Déclaration du requérant:

1. a) Nom du requérant:

b) Adresse:

c) Adresse aux fins de signification:

2. a) Nom du défendeur:

b) Adresse:

c) Adresse aux fins de signification:

*Rayer les mentions inutiles

3. Adresse du syndicat ou conseil syndical prédécesseur:

*4. (Si le défendeur n'est pas l'employeur)

a) Nom de l'employeur des salariés visés par la demande:

b) Adresse de l'employeur:

*5. (Si l'employeur est membre d'une organisation d'employeurs qui peut être visée par la demande)

a) Nom de l'organisation d'employeurs:

b) Adresse de l'organisation:

6. Description détaillée de l'unité de salariés dont le prédécesseur était l'agent négociateur. Indiquer, s'il y a lieu, la municipalité ou autre zone géographique visée:

7. Nombre approximatif de salariés dans l'unité décrite au numéro 6:

8. Date d'accréditation, le cas échéant, du prédécesseur comme agent négociateur des salariés de l'unité:

*9. Le syndicat ou conseil syndical prédécesseur et l'employeur sont ou étaient parties à une convention de reconnaissance ou sont étaient liés par celle-ci:

a) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

b) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ; et

c) dispositions de résiliation et de reconduction y prévues:

*10. Le syndicat ou conseil syndical prédécesseur et l'employeur sont ou étaient parties à une convention collective ou sont ou étaient liés par celle-ci

a) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

b) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ; et

c) dispositions de résiliation et de reconduction y prévues:

*Rayer les mentions inutiles

11. Faits pertinents sur lesquels le requérant entend s'appuyer pour justifier sa demande de déclaration:

12. Autres déclarations pertinentes:

13. *(1) Le requérant accepte que la demande de déclaration soit faite sans la tenue d'une audience devant la Commission.

OU

*(2) Le requérant accepte que la Commission statue sur la demande sans la tenue d'une audience et fait les observations suivantes:

OU

*(3) Le requérant demande la tenue d'une audience devant la Commission et s'engage à y assister. Il fait valoir les éléments suivants à l'appui de sa demande:

*14. Pages additionnelles annexées

a) Nombre de pages:

b) Numéros faisant l'objet de renseignements complémentaires:

*15. Outre la signification normale des documents relatifs à la présente, le requérant demande que copie soit envoyée aux personnes suivantes (nom et adresse):

Fait à _____ , le _____ 20 ____ .

_____

(signature et fonctions)

_____

(signature et fonctions)

N.B. La présente formule doit être remplie et signée conformément aux dispositions de la loi et des règles de la Commission.

*Rayer les mentions inutiles

Haut